



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Famille, de l'Intégration  
et à la Grande Région

Office national d'inclusion sociale

Luxembourg, le 13 mars 2020

Objet : Recommandations et consignes relatives aux mesures d'activation de type « travaux d'utilité collective » dans le cadre de la loi REVIS

Madame, Monsieur,

Suite aux mesures prises par le Conseil de Gouvernement en date du 12 mars 2020 face au coronavirus COVID-19, nous vous prions de bien vouloir prendre note des recommandations et consignes qui suivent :

1) Congé pour raisons familiales

L'Avis officiel du Gouvernement aux parents des élèves de l'enseignement fondamental prévoit que le parent qui reste à la maison pour encadrer un enfant de moins de 13 ans peut faire valoir le congé pour raisons familiales.

Il est donc prévu qu'un des deux parents puisse rester à la maison pour s'occuper d'enfants de moins de 13 ans accomplis. Il s'agit de jours de congé pour raisons familiales supplémentaires aux jours prévus par la loi.

**Les personnes qui participent à une mesure d'activation de type « travaux d'utilité collective » peuvent bénéficier de ce congé supplémentaire auprès de leur organisme d'affectation.** Ils pourront utiliser le formulaire mis à disposition par la CNS pour demander ces jours de congé supplémentaires. Le formulaire sera disponible sur le site de la CNS. Une fois rempli, le bénéficiaire envoie une copie du formulaire à l'organisme d'affectation ainsi qu'une copie à l'agent régional d'inclusion sociale (ARIS). Aucune copie n'est à adresser à la CNS.

2) Personnes vulnérables

Le gouvernement a identifié les personnes qui présentent un risque accru de développer des complications sévères. Sont considérées comme vulnérables toutes les personnes de plus de 65 ans et celles qui souffrent déjà des maladies suivantes :

- Le diabète
- Les maladies cardio-vasculaires
- Les maladies chroniques des voies respiratoires
- Le cancer
- Une faiblesse immunitaire due à une maladie ou à une thérapie

Pour plus d'informations sur l'aspect des personnes vulnérables, veuillez-vous référer au site [gouvernement.lu](http://gouvernement.lu).

**Les bénéficiaires en question, qui participent à une mesure d'activation de type « travaux d'utilité collective », pourront bénéficier à titre exceptionnel d'une dispense de service.** Cette dispense est accordée par l'organisme d'affectation, en concertation avec l'ARIS.

3) Activité réduite ou en suspens

Les écoles et structures d'accueil (les crèches, les maisons relais, les maisons de jeunes) sont fermées à partir du 16 mars. Les personnes qui participent à une mesure d'activation précitée y affectées pourront **bénéficier à titre exceptionnel d'une dispense de service**.

Il en est de même pour les personnes affectées à des structures et institutions qui ont réduit ou mis en suspens leurs activités à durée déterminée, pour des raisons organisationnelles ou pour éviter la contamination entre agents et/ou clients.

Les personnes en question ne peuvent pas être obligées à prendre recours au congé légal. De même, la réduction temporaire de l'activité ne peut motiver une fin avant terme d'une convention d'activation.

#### 4) Maisons de soins et structures d'hébergement pour personnes âgées, et structures hospitalières

Etant donné que des personnes très vulnérables séjournent dans ces structures, le gouvernement a émis différentes recommandations. **Les recommandations relatives au personnel des établissements en question s'appliquent également aux personnes y affectées dans le cadre d'une mesure d'activation**. Si l'organisme d'affectation est d'avis que la situation actuelle s'oppose à la poursuite de la mesure, la mesure peut prendre fin avant terme. L'organisme doit s'adresser à cette fin à l'ARIS compétent du dossier, ou directement à l'ONIS.

#### 5) Renouvellement des mesures d'activation

L'évaluation prévue pour prise de décision relative à un renouvellement éventuel d'une mesure d'activation ne pourra se faire les prochaines semaines en présence de l'ARIS. L'ARIS vous contactera pour procéder à ces évaluations par téléphone. Dans le cadre des renouvellements, une **appréciation des risques** doit être entreprise, le cas échéant, des mesures d'activation doivent prendre fin à échéance de la convention.

#### 6) Absences non justifiées

Une personne affectée à une mesure d'activation de type « travaux d'utilité collective » ne peut pas décider seule de s'absenter du lieu d'affectation. Toute absence non justifiée doit être signalée à l'agent ARIS.

A noter encore que :

- Les recommandations relatives au **personnel qui présente des symptômes** s'appliquent également aux personnes y affectées dans le cadre d'une mesure d'activation.
- Les congés pour raisons familiales et les dispenses de service accordées sont à **indiquer sur les déclarations mensuelles** qui vous parviennent mensuellement.
- Les dispenses de service temporaires sont accordées **au maximum pour la durée de la convention en cours**. Dans les conditions actuelles l'Office national d'inclusion sociale ne sera pas en mesure de renouveler les mesures pour lesquelles les conventions arrivent à terme. Les mesures d'activation pourront toutefois être reprises suivant les modalités établies, au moment où l'activité est reprise pour de bon ou suivant recommandations et consignes de l'ONIS. Dans ce cas une nouvelle convention d'activation doit être établie.

Veuillez suivre les actualités, des informations complémentaires seront publiées sur le site du gouvernement et sur le site web de l'ONIS.

Tout en vous remerciant d'avance pour la bonne collaboration dans cette situation difficile, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur l'expression de mes salutations distinguées.

Christian BINTENER

Directeur de l'ONIS



Luxembourg, le 26 mars 2020

Objet : Informations complémentaires relatives à notre collaboration dans le cadre de la crise COVID-19

Madame, Monsieur,

Comme suite à mon courrier du 13 mars 2020, par lequel je vous ai fait parvenir des recommandations et consignes relatives aux mesures d'activation de type « travaux d'utilité collective » (TUC) dans le cadre de la crise liée au virus COVID-19, je vous prie de bien vouloir prendre note des éléments qui suivent :

7) Congé pour raisons familiales (CRF)

Les personnes qui participent à une mesure d'activation « TUC » peuvent bénéficier de ce congé supplémentaire auprès de leur organisme d'affectation. Le recours à ce congé ayant été autorisé jusqu'au 19 avril 2020, **cette prolongation vaut également pour les personnes en question** qui n'ont pas d'autre solution pour assurer la garde de leur enfant de moins de 13 ans.

8) Dispenses de service

Un grand nombre de personnes affectées à des mesures de type « travaux d'utilité collective » bénéficient actuellement d'une dispense de service temporaire, accordée par l'organisme d'affectation, en concertation avec l'agent régional d'inclusion sociale (ARIS). Alors que l'Etat n'a ni décidé la mise en suspens de toute activité économique, ni l'interruption des services publics, **il est libre à chaque organisme d'affectation de maintenir, réduire, ou mettre en suspens ses activités** à ce moment, en fonction du caractère essentiel des activités et au vu de la vulnérabilité au risque sanitaire éventuelle des personnes y affectées. L'ARIS devra être informé de la reprise du travail des personnes affectées aux TUC après une dispense de service temporaire.

9) Maintien de la mesure TUC et des prestations

Les personnes qui bénéficient d'une dispense de service temporaire ou du CRF restent affiliées auprès de l'ONIS et continuent, a priori au moins jusqu'à la fin de leur convention d'activation, à bénéficier de l'allocation d'activation (il ne s'agit donc pas de la dispense prévue à l'article 22 de la loi qui met fin à l'affectation).

**Les conventions qui viennent à échéance en mars ou en avril 2020 peuvent être renouvelées**, aussi bien pour les personnes qui participent réellement aux mesures en question, les personnes qui y participent à temps réduit (travail à domicile, système de roulement, ...) que pour les personnes qui bénéficient d'une dispense de service temporaire, ou d'un congé spécial pour raisons familiales.

**La nouvelle convention** sera établie par l'ARIS suite à l'évaluation prévue et est à signer dès que possible par l'organisme d'affectation et le bénéficiaire pour envoi à l'ONIS. Elle **prendra fin au plus tard le 30 juin 2020**. En ce qui concerne le renouvellement au-delà de cette date, des nouvelles consignes seront émises en temps utile.

Des changements de tâche (nombre d'heures/semaine) pour des personnes qui ne participent pas réellement aux mesures en question ne peuvent être effectuées dans cette période.

10) Maintien d'une activité - réaffectations internes ou externes

Afin d'assurer un appui auprès de services ou divisions qui nécessitent plus de ressources humaines dans cette période, **des réaffectations en interne sont exceptionnellement autorisées**, sans établissement d'une nouvelle convention.

Alors que certaines activités des organismes d'affectation sont maintenues, notamment celles qui contribuent à maintenir des services essentiels dans cette situation de crise, **des réaffectations externes sont possibles** pour des organismes qui ont réduit ou mis en suspens leurs activités. Ainsi, sans attendre la fin d'une convention, **une personne dispensée du service peut être affectée auprès d'un autre organisme** auprès duquel une activité réelle est en cours et qui manifeste dans cette période difficile un besoin en ressources humaines accru. Veuillez pour cela contacter l'ARIS du bénéficiaire en question.

#### 11) Nouvelles mesures TUC

De nouvelles mesures TUC peuvent être organisées malgré la situation de crise.

Cependant, il faut éviter qu'un bénéficiaire commence une mesure TUC sans qu'il y ait une activité réelle auprès de l'organisme. Il va sans dire que de nouvelles mesures TUC ne peuvent commencer auprès d'organismes dont l'activité a été mise en suspens, ou auprès duquel le bénéficiaire devrait être temporairement dispensé du service dès le début.

Dans le cas où votre organisme aurait un **besoin en ressources humaines urgent** auquel peut être répondu par un recours aux personnes participant à une mesure « TUC », veuillez utiliser le formulaire de demande de « poste disponible pour mesure d'activation » repris sur le site web de l'ONIS et mentionner dans le champ « précisions et exigences particulières éventuelles » qu'il s'agit d'un poste temporaire dû à la crise du COVID-19.

#### 12) Déclarations mensuelles

Je vous prie de bien vouloir renseigner sur les déclarations mensuelles, à partir de 03/2020, les **informations complémentaires** dans le champ « jours de maladie » qui correspondent à la situation des bénéficiaires auprès de votre organisme :

Merci de bien vouloir utiliser les abréviations ci-dessous avec les jours correspondant (cf. exemple ci-après) :

Dispense de service : DS	Motif - - Suspens/réduction des activités : SA - Personne vulnérable : PV
Congé pour raisons familiales : CRF	
Absence injustifiée : AI	
Absences justifiées : AJ	Préciser, p.ex. personne se trouvant à l'étranger sans possibilités de retour
Télétravail ou travail à domicile : TT	
Congé raison de santé : CRS	
Congé légal /récréation : CL	

Matricule	Nom	Prénom	Du	Au	Hrs/semaine	H/Dim	Taux(%)	Solde Congé	Congé pris	Jours de maladie
19400101010101	Mustermann	Max	01/03/2020	31/03/2020	40	N.A.	N.A.	72 hrs	0 hrs	DS PV: 16-31/03
19300101010101	Musterfrau	Maxima	01/03/2020	31/03/2020	40	N.A.	N.A.	16 hrs	8 hrs	CL 2/03 ; DS SA 16-20; TT 23-31/03
19200101010101	Pierre	Jean	01/03/2020	31/03/2020	40	N.A.	N.A.	24 hrs	0hrs	CRF 16-20; TT 23-31

Dans le cas où la mesure a pris fin, je vous prie de renseigner dans le champ « jours de maladie » le dernier jour de travail, et de renseigner le solde congé non pris éventuel dans le champ « solde congé ».

Des informations complémentaires à l'attention des organismes d'affectation seront publiées sur le site web de l'ONIS.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur l'expression de mes salutations distinguées.

Christian BINTENER

Directeur de l'ONIS